

Projet « Belleville partici-passion »

Forum de la participation des habitants de Belleville



Projet inter-associatif animé par le Comité métallos

Projet financé en septembre 2006, par la région Ile-de-France et par la politique de la ville du 11ème arrondissement de Paris, avec l'apport méthodologique de l'ADELS

Table des matières

I. Une démarche participative.....	1
1. Les objectifs du forum.....	1
2. Une démarche de mise en réseau.....	1
3. Le processus participatif.....	2
II. Les principaux enseignements du forum : constats formulés par les initiateurs	3
1. Belleville, un territoire vécu.....	3
2. Les instances participatives actuelles : sujet d'insatisfactions.....	3
3. Une diversité des processus participatifs.....	3
4. Des thématiques transversales.....	6
5. Elus et personnel administratif: un comportement paradoxal.....	7
III. Quelles nouvelles formes d'économie se développent à Belleville ?.....	8
1. Belleville, une histoire de l'économie participative.....	8
2. La recherche d'une démocratie interne au sein d'une SCOP ou d'une crèche collective:.....	9
3. Propositions :.....	10
IV. En quoi la participation aide à la mobilisation individuelle et aux projets collectifs ?	11
1. Elaboration du questionnaire.....	11
2. L'EXPÉRIENCE RÉVÈLE que,	12
3. Le point de vue du sociologue :.....	12
4. Réactions des participants :.....	13

5. Synthèse et propositions :.....	14
V. Forum n° 3 : L'action culturelle est-elle un lieu pour la mobilisation sociale ?.....	14
1. Le débat est lancé!.....	14
2. Des actions ciblées pour prendre du plaisir à créer.....	14
3. La mobilisation.....	15
4. Quel financement pour quelle culture ?	15
5. Propositions	16
VI. Forum n° 4 : la prise de décision dans les instances participatives.....	17
1. L'expérience de Tenever : "du droit de veto au consensus".....	17
2. Consensus ?.....	19
3. L'animateur, un acteur clé.....	19
4. Des expériences de participation plus ou moins réussies.....	19
5. Propositions d'amélioration :.....	20
VII. Bilan et propositions "entretenir le réseau.....	21
1. Ce que le forum nous a appris.....	21
2. Poursuivre par des actions concrètes :	21
3. Communiquer pour élargir.....	21
4. Rassembler tous les partenaires sans exception	22
5. Se former et former à la participation.....	22
VIII. Remerciements.....	23

I. Une démarche participative

1. Les objectifs du forum

Une mobilisation associative est à l'initiative du forum (Réseau d'échanges de savoirs de Belleville-Ménilmontant, Comité métallos, la Bellevilleuse). La participation des citoyens aux politiques locales n'est pas spontanée, ni seulement affaire de dispositifs ou d'injonctions volontaristes. Il existe un décalage entre la passion citoyenne qui se réfère à la démocratie participative et les instances institutionnelles et la vie associative qui relèvent souvent de la démocratie électorale et/ou représentative.

Le forum a choisi d'élaborer un diagnostic, d'analyser les différentes pratiques citoyennes, sociales et associatives sur Belleville, de mieux comprendre le décalage entre la passion et l'institution, d'agir dessus et ainsi favoriser la participation citoyenne.

La méthode retenue s'articule autour de trois pratiques : l'écoute d'un grand nombre d'acteurs locaux, le maillage des différentes structures entre elles et la mise en valeur de toutes les contributions.

. Les objectifs et actions réalisées :

- Répertorier les différentes instances de participation ou idées liées à la participation
- Mener une réflexion sur les modes de fonctionnement des instances et des associations
- Décrire les expériences acquises
- Comparer les différentes pratiques avec leurs forces et faiblesses
- Élaborer des propositions en débattre avec les forces vives
- Vivifier la démocratie participative en renforçant les liens entre les instances décisionnelles (élus et techniciens) et les populations.

2. Une démarche de mise en réseau

Ce projet s'est élaboré en réseau avec des acteurs reconnus de la participation et avec une ouverture européenne.

. L'appui méthodologique de l'Adels (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale)

Tout au long du processus de travail, l'Adels a mis à disposition sa documentation, nous a aidé à recadrer notre démarche, à mobiliser des volontaires pour l'organisation du forum. Cet accompagnement professionnel était indispensable : à la fois pour nous aider à préciser les objectifs, analyser les entretiens, dégager les thèmes du forum mais aussi pour redonner confiance et apporter la reconnaissance d'une telle initiative portée par des habitants non professionnels et non rémunérés.

. Le lien avec des initiatives de l'Ile-de-France et de l'Europe

Le projet Belleville partici-passion est un des six sites retenus par le programme de recherche PICRI sur les savoirs citoyens (Partenariat Institutions - Citoyens pour la Recherche et pour l'Innovation) soutenu par la région Ile-de-France. Cinq journées de rencontre et de formation à destination d'élus, de militants associatifs et de professionnels des associations et des collectivités territoriales, ont eu lieu en 2007. Il s'agissait de croiser les pratiques et expérimentations sur les questions de mobilisation et de prise en compte des savoirs citoyens. Belleville partici-passion est la seule démarche, parmi les six sites retenus, qui s'inscrit dans une démarche ascendante c'est-à-dire du citoyen vers les instances décisionnelles.

Nous avons alors souhaité apporter à Belleville une expérience originale de participation européenne. Nous nous sommes mis en relation avec « arpenteurs », à Fontaine, qui anime le réseau «Capacitation citoyenne». Ainsi notre invitation à rencontrer les acteurs de l'expérience novatrice du quartier de Tenever à Brême en Allemagne a pu se conjuguer avec les rencontres mondiales de la participation organisées à Lyon les 10, 11 et 12 décembre.

3. Le processus participatif

11 réunions de travail ont eu lieu entre novembre 2005 et juin 2006 pour définir le projet " Belleville, partici-passion " forum de la participation des habitants de Belleville. Puis un dossier a été déposé en réponse à un appel à projets de la région Ile-de-France. La démarche a consisté à recueillir le vécu des différents partenaires, leurs constats et leurs propositions. Nous avons fait le choix de la subjectivité construite et volontaire plutôt que de travailler à la recherche d'une objectivité illusoire. Les entretiens se sont faits sans matériel d'enregistrement, afin de recueillir une parole qui ne se s'auto-censure pas. Pour qu'une vraie relation s'établisse, la prise de note, la relecture concertée ont été privilégiés, gage de confiance basée sur la réciprocité du travail.

Un grand nombre d'acteurs et d'habitants ont pu être associés par cercles/ phases successifs, au fur et à mesure de l'avancement du projet, des rencontres, des entretiens et des enquêtes. L'ancrage des différentes associations dans les quartiers a permis de rencontrer des personnes/des interlocuteurs très différents, à l'image de la diversité de la population bellevilloise. Les rencontres ont eu lieu là où les gens travaillent ou interviennent de manière bénévole. La réalisation des entretiens n'a donné lieu à aucune rémunération des initiateurs du forum.

L'avancée du processus a été validée par un premier cercle de partenaires, rencontré une fois à mi-parcours. De cette réunion, des thèmes pertinents se sont dégagés. Ceux-ci ont été travaillés en sous-groupe entre septembre et décembre 2007, pour aboutir au forum qui a eu lieu les 8, 9 et 10 décembre 2007.

Ainsi quatre thèmes/items ont été retenus. Développés par chacun des arrondissements, ils ont été débattus au sein de trois centres sociaux du quartier de Belleville : centre social Elisabeth dans le 20^{ème}, centre social Belleville, dans le 19^{ème} et Aires 10 dans le 10^{ème}. Le quatrième thème, quant à lui, a été débattu au sein de la Maison des métallos.

Les différentes étapes:

.« Écouter » : première étape de octobre 2006 à février 2007 (9 réunions)

- Définition du territoire
- Réalisation du questionnaire et de la méthodologie des entretiens

- Analyse des premiers entretiens

.« Mailler » : deuxième étape de mars 2007 à juin 2007 (11 réunions)

- Programmation et organisation de la soirée du 13 mars 2007 (mi parcours)
- Définition des orientations des ateliers du forum, constitution des commissions- par thèmes- pour préparer le forum
- Analyse de l'ensemble des entretiens réalisés

.« Organiser » : troisième étape de septembre 2007 à décembre 2007 (12 réunions)

- A partir de septembre 2007, animation des commissions pour préparer les 4 temps du forum et leurs logistiques
- Opérations de communication

.« Consolider » : quatrième étape de janvier 2008 à juin 2008

- Transmission des résultats du forum à l'ensemble des partenaires.
- Réalisation d'une brochure bilan et propositions du Forum pour les participants.

.Remarques sur le fonctionnement du processus participatif

Tout processus participatif est basé sur une dynamique de groupe à créer, puis à stimuler et à entretenir dans la continuité. Les quatre étapes se sont déroulées sur un temps relativement long pour une expérience qui s'est faite à l'initiative de volontaires. Les disponibilités variées, changeantes selon les périodes, les situations de précarité des différentes personnes engagées dans le projet d'origine sont des éléments de la vie citoyenne inhérente à prendre en compte. Révélateurs de l'état actuel de notre société, ils fragilisent les processus participatifs. Le Forum Belleville partici-passion n'a pas échappé à cet écueil. Seul l'opiniâtreté et à la conviction de quelques uns ont permis à ce processus d'être mené à son terme. On peut même dire *quelqu'un*, car le forum a été porté principalement par des femmes, de la coordination du forum à l'animation des réunions.

II. Les principaux enseignements du forum : constats formulés par les initiateurs

1. Belleville, un territoire vécu

« A l'origine du projet les associations qui portent cette initiative interviennent sur les quatre arrondissements (...). Ce territoire se caractérise par une unité spatiale et sociale (...) et correspond à une géographie urbaine particulière regroupant faubourgs anciens et réhabilitations des années 60/70. Trois des quatre quartiers autour de l'axe du métro Belleville sont d'ailleurs en politique de la Ville et ont un certain nombre de points communs quant à la composition de leurs populations. » dossier à mi parcours remis à la Région Ile de France. Les personnes rencontrées et interviewées expriment le sentiment d'appartenir au territoire de Belleville par le fait d'y habiter ou d'y travailler. Il semblerait en effet que ce soit à travers les conflits pour un lieu, pour un nouvel aménagement urbain que le sentiment d'appartenance à un territoire se revivifie, se renforce. C'est aussi l'occasion de redéfinir ses limites. Lors du Forum en décembre, de nombreuses interventions et prises de parole valident ce sentiment d'appartenance au quartier de Belleville. Par ailleurs, Les intervenants reconnaissent la difficulté dans le travail quotidien à « dépasser » les territoires des arrondissements pour travailler en réseau par exemple.

Une inquiétude est partagée concernant le devenir des quartiers populaires de l'est parisien et particulièrement sur le phénomène de gentrification à Belleville qui s'est développée ces dernières années.

Le Comité métallos, à travers la mobilisation pour la sauvegarde de la Maison des métallos et ses interrogations sur son fonctionnement contribue, entre autre, à animer ce sentiment d'appartenance à un territoire avec des préoccupations communes. Lors des différentes rencontres avec les acteurs de la vie sociale et pendant le forum cette mobilisation a été saluée par différents réseaux associatifs comme l'amorce d'une coordination possible.

2. Les instances participatives actuelles : sujet d'insatisfactions

La création des conseils de quartier et des instances de participation est une avancée en matière de démocratie participative. Néanmoins, un certain nombre de travers ont été dénoncés : insatisfactions quant aux modes de fonctionnement des conseils de quartier et comités de pilotage, difficultés de relations avec les services municipaux, lenteur des procédures, rétention des informations et surtout une concertation souvent "expédiée".

Les acteurs rencontrés sont pour la plupart très sensibilisés sur cette question. Souvent à l'initiative et "moteurs" de plusieurs expériences participatives à Belleville, ils en connaissent bien les rouages. Conscients des limites des instances mises en place par la Ville de Paris ou carrément insatisfaits, plusieurs d'entre eux se proposent de chercher des nouvelles voies malgré les difficultés à mener un travail collectif de terrain.

Toutefois, riches de l'expérience de plus de 10 ans, les conseils de quartier du 20^{ème} apportent leur savoir faire. La tenacité des conseillers de quartiers pour démontrer que la participation est un long apprentissage et la mise en place d'expériences diverses d'éducation à la participation devrait permettre de dépasser l'insatisfaction actuelle.

3. Une diversité des processus participatifs

.La définition du mode de fonctionnement lors de l'entretien

Venant d'horizons différents, n'étant pas des spécialistes de l'enquête sociologique, le collectif initiateur du projet avance lentement dans la construction du processus. Chaque étape soulève un questionnement nouveau qu'il est nécessaire de mettre en commun. Le soutien de l'Adels est à ce moment indispensable.

Les personnes que nous sollicitons pour un entretien acceptent volontiers. Obtenir un rendez-vous prend un certain temps toutefois l'accueil est bon. Nous n'avons essuyé aucun refus de contribution, et à chaque fois les personnes portent un grand intérêt à cette initiative.

Le temps investi pour à la fois obtenir les rendez vous et assumer l'entretien à deux, (d'une durée moyenne de 2 heures) nécessite une

grande disponibilité des membres porteurs du projet. Ces entretiens sont réalisés en dehors de notre temps de travail et de nos investissements personnels.

Chacun des entretiens nécessite en moyenne 5 heures de travail.

Ce temps avait été mal évalué par les porteurs du projet et malgré notre forte motivation, notre calendrier initial n'est pas respecté.

Par choix, les entretiens sont menés le plus souvent possible par des personnes qui ne connaissent pas la structure ou l'expérience pour l'interroger d'un œil neuf.

.L'objectif des entretiens

L'objectif des entretiens est de repérer les forces vives de la démocratie locale et les questions qui les animent en s'efforçant de ne pas induire notre propre vision. C'est pourquoi, ces entretiens sont élaborés à partir de questions « très larges » pour ensuite fermer peu à peu le champ des contributions.

Questionnaire type :

Présentation de la personne

- Avez-vous été témoin ou acteur, ou avez-vous en tête une expérience de participation citoyenne à Belleville ou ailleurs ? Que tirez-vous de cette expérience ? Qu'est ce qui selon vous pourrait être utilisé pour améliorer la démocratie ?
- Aimerez-vous vous impliquer dans un forum de la participation à Belleville ?

Ces entretiens ont permis de définir les thématiques spécifiques à la participation à Belleville et de les approfondir. Grâce à la mise en place d'ateliers participatifs et aux prises de parole, différents modes d'intervention ont pu être repérés pour faire forum :

- Mettre Belleville en mouvement/ Recueillir de la matière à « participation » en dehors des processus participatifs institutionnalisés;
- Analyser et réfléchir aux pratiques participatives existantes;
- Elaborer un bilan de la participation des habitants de Belleville à travers les expériences vécues par des associations et des habitants;
- Repérer les résistances;
- Proposer des améliorations à la participation.

.Les personnes et structures interviewées

30 entretiens ont été réalisés, décryptés et renvoyés à chacun des interlocuteurs pour relecture et corrections éventuelles.

Ardt	Elus	Structures de démocratie participative	Association avec délégation ou partenaires (personnes morales) Culture, Economie, Social Sport	Initiatives citoyennes Collectifs SCOP
10 ^{ème}			Paule Lefebvre-Krol, Centre social Aires 10	Yvette Claveranne, Amap Mathieu Callaghan, Brassage et Rôtisserie, restaurant associatif Karina, Les petits lardons (crèche parentale)
11 ^{ème}	Joao Alvaro, les Verts Jacques Daguene, PCF Philippe Ducloux, PS Hervé Morel, les Verts	Malitte Matta, Conseil des Anciens	Omer Mascapitolain et Ingrid Holler Maison du développement solidaire Yves Paul Viteau Régie de quartier Fontaine au Roi	Geneviève Gazeau, P'tit café (accueil de gens de la rue) Delphine Terlizzy, la petite Rockette (squatt)
19 ^{ème}		Chris Begneux, Joël Humbert et Judith Heckmann, Les jardins partagés	Anne Béduelle, Aide au choix de vie Pierre Leconte, Centre social Belleville Sergio Tinti, Asso sportive de Belleville	Marthe Hannover, SCOP l'Echappée (restaurant équitable)
20 ^{ème}		Agnes Bellart, Conseil de quartier	Irène Quesnay, La Forge Jean-Pierre Samama, La Bellevilleuse Peggy Bouzaglou, Centre social Elisabeth	Muriel Destandau, SCOP Expression 2 (imprimerie) Bobo Doukouré, Foyer des mûriers (accueil/hébergement) Catherine Binon, SNAP CGT Taddart (tourisme équitable) Xavier Capodano, librairie Le genre Urbain

.Répertoire des expériences choisies par les personnes rencontrées lors des entretiens

Chacun a été invité à nous raconter une ou plusieurs expériences en lien avec la problématique qui nous intéresse. Nos interlocuteurs ont évoqué les thèmes suivants :

- Ateliers d'artistes dans un espace Ville de Paris
- Initiative plastique (intervention collective de graphesurs)
- Jardins partagés
- Théâtre forum
- Le groupe tchatche et Ateliers de l'avenir
- Le règlement intérieur des conseils de quartier et des Cica
- Actions concrètes de participation dans un conseil de quartier
- Différentes structures de participation au sein des arrondissements
- Economie participative / SCOP
- La participation des usagers au cœur du centre social
- Expérience collective d'organisation des habitants : création d'un nouveau centre social
- Les limites de la participation dans une structure de ré-insertion
- L'auto organisation des habitants et le pouvoir politique
- Comité d'animation lors d'une réhabilitation
- Suivi du relogement des populations/ PLU/ réseau vert
- Participation des résidents au sein d'un foyer de travailleurs
- Activités sportives et participation
- Commerce équitable et participation
- Restaurant associatif en co-gestion
- Auto-organisation d'initiative de solidarité avec des gens à la rue
- Propositions d'amélioration du fonctionnement des conseils de quartier
- Occupation de lieu inoccupé/ autogestion
- Création d'une SCOP restauration rapide/bio et commerce équitable
- Expérience d'un atelier artistique participatif au sein d'un centre social
- Création du réseau Amap
- Création d'une structure alternative de mode de garde

Les rencontres forts diverses, révèlent une richesse au niveau des expériences de participation que nous cherchions à valoriser, au delà des

instances de participation institutionnelles. Belleville partici-passion s'est aussi fondé sur l'idée que les comités de quartier et les CICA ne sont pas les seules instances de participation existantes.

4.Des thématiques transversales

Suite à l'analyse des entretiens nous dégagons 4 thèmes transversaux. L'objectif est de favoriser les rencontres, de procéder à un maillage du territoire, tout en valorisant les expériences et initiatives. Ces commissions, constituées de personnes issues de chacun des arrondissements, qui ne se connaissent pas , se mettent alors en place, pour préparer le forum, tous ensemble.

.Quatre commissions sont créées sur les thèmes suivants :

- Quelles nouvelles formes d'économie se développent à Belleville ?
- En quoi la participation aide à la mobilisation individuelle et aux projets collectifs ?
- L'action culturelle est-elle un lieu pour la mobilisation sociale ?
- La prise de décision dans les instances participatives.

Les trois premiers ateliers du Forum ont regroupé à chaque fois entre 25 à 30 personnes. La grande majorité des participants était des acteurs de Belleville et/ou des habitants soucieux de faire vivre la participation. Dans ces groupes chacun a pu prendre la parole et une dynamique s'est créée. Certains ateliers ont recherché des outils adaptés pour favoriser la participation : questionnaire, jeu dans l'espace, d'autres se sont attachés à la distribution des responsabilités : qui anime ? qui fait la synthèse ? Les repas furent des moments de convivialité. Plusieurs personnes ont participé à deux des ateliers. 80 personnes ont participé au quatrième atelier qui se déroulait dans la Maison des métallos qui venait de ré-ouvrir (fermeture pour travaux pendant deux ans et demi) Cette manifestation inaugurerait les initiatives citoyennes que le collectif souhaite promouvoir dans ce lieu. Le choix du thème, d'envergure plus large que le territoire de Belleville a permis de regrouper des personnes issues de différents réseaux de la participation.

5. Elus et personnel administratif: un comportement paradoxal

. Les élus

Quatre entretiens avec des élus ont eu lieu. Une communication particulièrement soignée a été faite plusieurs semaines en amont du forum pour annoncer le projet et sa mise en oeuvre. Des invitations par mail ont été adressées aux équipes municipales de chacun des arrondissements ainsi qu'aux responsables des services de la démocratie participative de la ville de Paris. Qui plus est, la période des élections municipales nous semblait favorable pour développer cette initiative et trouver écho. Trois mairies d'arrondissement sur quatre avaient d'ailleurs accepté de relayer l'information sur leur site Internet.

Malgré ces éléments facilitateurs, deux élus Verts seulement et deux représentants du Parti socialiste ont participé au forum.

Cette défection des élus dans le cadre d'une initiative citoyenne semble révélateur d'un manque d'intérêt pour ce type d'initiative et invite à penser qu'il existe bien une difficulté, une appréhension, voire une crainte de leur part face à des citoyens qui s'organisent collectivement. A moins que ce ne soit du simple désintérêt ?...

. Les administratifs

Un des principes de départ pour mener les entretiens était que chacun rencontre le personnel administratif de l'arrondissement voisin. Ceci pour permettre notamment une plus grande liberté de parole des membres du personnel administratif. Malheureusement et par manque de relais avec les personnes investies dans le projet, les membres du groupe de pilotage n'ont pas pu respecter ce principe. Il nous a alors semblé difficile, faute de légitimité (absence de mandat nous investissant d'une autorité suffisante), d'aller rencontrer les personnels des services liés à la participation. De plus le droit de réserve du personnel administratif ne favorisait pas la rencontre qui se voulait basée sur une relation de confiance et d'apport mutuel.

La programmation de nouveaux entretiens avec le personnel administratif pourra faire l'objet d'un projet ultérieur. Cette démarche mériterait d'être approfondie.



Accueil des participants lors des ateliers du forum

Présentation des quatre ateliers du Forum

Les quatre ateliers-forum ont porté sur des sujets apparus comme prioritaires à aborder au fil des 30 premiers entretiens :

Choix des thématiques pour faire forum:

Très vite lors de ces entretiens, les conseils de quartier ont été évoqués ; seul élément de référence en matière de démocratie locale, il se sont avérés être plutôt problématiques, décrits comme tel. Cette instance nouvellement créée pendant la mandature est aujourd'hui une référence incontournable dès que l'on parle participation à Paris. Les modes de fonctionnement différents selon les arrondissements rendaient difficile l'élaboration d'une grille d'évaluation, de comparaison. Toutefois nous étions souvent interpellés par le manque de dynamisme rencontré à l'intérieur de ces structures; on y déplorait également le peu de pouvoir réel détenu par les conseils de quartier. Pour sortir de ce constat, nous avons eu la chance de croiser l'expérience de Tenever qui par sa dimension européenne pouvait nous apporter du recul par rapport à nos expériences et redonner un nouvel élan à la participation institutionnelle.

Constatant la transformation urbaine du quartier de Belleville, la place importante des artistes et animés par la recherche d'expériences de participation innovantes, nous nous sommes engagés facilement sur le thème de l'action culturelle. C'est à partir des rencontres avec La forge, le snap CGT, le Comité métallos, l'expérience du mur rue Oberkampf (grapheurs), le théâtre forum, le squatt de la petite Rockette que ce deuxième atelier s'est mis en place spontanément.

La décision d'organiser le troisième atelier à partir de l'expérience des jardins partagés s'explique d'une part par la tendance récente « très parisienne » au développement des jardins partagés, le plus souvent soutenu par la ville. D'autre part l'enthousiasme et le dynamisme des personnes engagées dans ces jardins favorise la réflexion. C'est un lieu nouveau de participation, peu reconnu en tant que tel et où s'investit une population de jeunes adultes. La thématique des jardins partagés permet en effet de s'interroger sur une pratique spécifique et partagée par tous. (On a tous quelque chose à dire sur son rapport à la nature. Cultiver, c'est universel).

Par ailleurs, bousculer nos représentation des domaines de la participation en cherchant le lien avec l'économie et donc le rapport participation et travail apparaissait novateur. Nous avons été amenés à rencontrer l'AMAP du 10ème, le restaurant associatif la Rôtisserie, la régie de quartier Fontaine-au-Roi, la crèche parentale "les petits lardons" et enfin deux SCOP (l'une ancienne, "Expression II" l'autre toute récente "l'Echappée"). Cette thématique a permis de sortir des "lieux" traditionnels de la participation, que sont l'amélioration du cadre de vie, l'urbanisme et l'environnement.

III. Quelles nouvelles formes d'économie se développent à Belleville ?

1. Belleville, une histoire de l'économie participative

Les différences et l'innovation que portent les expériences retenues : SCOP imprimerie et restaurant biologique et équitable AMAP, régie de quartier, restaurant associatif et crèche parentale, sont révélatrices d'un dynamisme de l'économie participative. Celles-ci s'inscrivent tout de suite comme étant inhérente à l'histoire de Belleville : "Ce n'est pas un hasard si la dernière coopérative de l'Île-de-France dans le secteur de l'imprimerie, se trouve à Belleville. L'histoire industrielle et artisanale de Belleville se lit aussi au travers des activités économiques actuelles qui participent de l'identité du territoire" explique la représentante de la SCOP Expressions II. Renouer avec des formes de l'économie coopérative, développer de l'économie solidaire, chercher des nouvelles formes de mutualisation à Belleville, plus qu'ailleurs, s'inscrit à la fois dans une mémoire collective : l'histoire du mouvement ouvrier des quartiers de l'est parisien et d'autre part dans la recherche d'un mouvement de résistance à l'économie libérale. L'enjeu est d'autant plus fort que le quartier de Belleville est en pleine mutation urbaine : d'année en année sa "fonction" résidentielle s'affirme au détriment de sa "fonction" économique et notamment de production artisanale et industrielle qui a pourtant façonné le quartier.

2.La recherche d'une démocratie interne au sein d'une SCOP ou d'une crèche collective:

.La pratique de l'autogestion dans l'entreprise

Dans ces formes d'organisation, les salariés/ les usagers-volontaires ont un pouvoir décisionnel et une autonomie dans la conduite de leur travail à des degrés très différents : « Dans l'économie sociale et solidaire, il y a la prise en compte de la manière dont les décisions vont se prendre. Certains choix permettent la co-décision, la participation» explique une participante. L'autogestion apparaît comme un exercice quotidien de la démocratie.

Les personnes de la SCOP Expression 2 expliquent que la forme seule ne garantit pas le fonctionnement démocratique : C'est avec l'expérience de la SCOP que le fonctionnement autogestionnaire se concrétise réellement . Par exemple les « AG de la SCOP Expression II sont souveraines ; dans une SCOP chaque salarié est sociétaire, chaque personne à une voix quel que soit sa part détenue dans le capital ». Une salariée de l'Echappée renchérit "notre groupe est un collectif de travail autogéré de façon polyvalente et non hiérarchisée;l'équité, c'est entre nous, avec nos clients et avec nos fournisseurs". C'est par un long apprentissage que l'autogestion recherchée des SCOP se concrétise.

.Une place pour chacun et des responsabilités à assumer.

Le fonctionnement de la crèche collective des « Petits lardons » tente de redéfinir les places de chacun : Il a été délibérément choisi de séparer parents et salariés dans le fonctionnement, afin que les salariés n'aient en charge que ce qui concerne les enfants et n'aient pas à intervenir dans les relations entre les parents. Chaque famille doit dégager une ½ journée par semaine pour une permanence à la crèche, au cours de laquelle elle s'occupe du ménage, ou du linge, ou de quelques activités avec les enfants.

Une salariée sociétaire d'une SCOP précise : "L'engagement, la responsabilité, le respect des règles, la discussion et le rendre-compte sont nécessaires, car comme dans toute entreprise, il y a des décisions parfois rapides à prendre qui nécessitent des compétences précises.

Beaucoup de salariés ne se sentent pas toujours capables d'en discuter. C'est aussi une question de légitimité, car ce n'est pas rien de décider. Et, une prise de pouvoir est bien sûr toujours possible". Elle poursuit : «Concernant la SCOP: C'est à nous d'inventer la SCOP et ce qu'on veut faire dedans! L'intérêt de la personne n'est pas forcément l'intérêt de l'entreprise. On est nos propres patrons. On peut choisir notre clientèle, c'est un choix politique. On a la possibilité de destituer la direction et reprendre notre outil de travail ». C'est ainsi que les salariés d'une SCOP organisent la répartition du pouvoir décisionnel, tel qu'ils l'expriment.

De l'utilité sociale à l'économie participative

L'utilité d'une crèche, d'une régie de quartier, d'une AMAP, d'un restaurant associatif implanté dans un quartier n'est pas à démontrer mais comment allier utilité sociale et économie participative ?

Utilité sociale et engagement: jouer le jeu ou pas.

A la régie de quartier, les salariés sont amenés à devenir des acteurs de quartier." Certains rendent de menus services dans l'espace public. La solidarité est très forte: par ex ,quand un salarié a une démarche administrative à faire, il est payé malgré tout ».

A l'AMAP, on note que cela ne fonctionne pas très bien et certains regrettent que qu'on vienne juste chercher ses légumes, et déplorent une faible participation, un manque d'investissement vis à vis de l'association : "il faudrait organiser des sorties à la ferme, les distributions, exiger qu'on parle pognon". On fabrique un système de solidarité, avec de la confiance". On décide ce qu'on veut subir ou pas, comme par exemple le prix des légumes. Certains trouvent ça trop cher, d'autres sont prêts à payer le prix pour avoir des légumes d'aussi bonne qualité ou parce qu'ils considèrent ça comme un geste militant. Certains s'interrogent : « Est ce que ce que nous faisons est une véritable alternative politique ? »

Quel rapport à l'institution?

Une représentante de la crèche déclare:«" Une crèche parentale coûte beaucoup moins cher qu'une crèche municipale. Les parents créent des

emplois, aident à la formation, ils sont moteurs, et pour le moindre denier dépensé ils doivent en répondre mais dire que cela coûte trop cher. Quand ils parlent solidarité, enfant, accueil, on leur répond pourcentage, ETP (équivalent temps plein). Elle poursuit: "La perception que les parents ont de l'institution est dans l'ensemble négative : ils ont parfois l'impression d'une surveillance plutôt que d'un véritable partenariat . Il semble difficile à faire admettre qu'on a affaire à des parents et non à des professionnels (lors d'une réunion, ils se sont ainsi entendus reprocher l'absence de l'un d'eux parce qu'il était en vacances..."alors même qu'il ne s'agit pas là de son travail !"). De ce fait, elle ne voit pas en quoi il s'agit là d'un partenariat; il s'agit davantage d'une surveillance," puisque dès qu'ils ont une demande, ils se font taper sur les doigts!".

La subvention publique joue le rôle d'incitation à développer des services pour compenser les manques dans les quartiers : «pour bien faire, pour que ce ne soit pas une béquille il faudrait pouvoir faire sans subvention!». Repenser les subventions/l'attribution de subventions pourrait alors faciliter l'autofinancement par exemple.

Quel rapport au politique?

Le milieu associatif peut être perçu comme lieu de récupération et certains n'hésitent pas à déclarer « Le milieu associatif se méfie de la politique comme de la peste ». Par contre, les facteurs compétences et durée sont reconnus comme étant des ingrédients nécessaires pour "tenir un engagement associatif". De fait, ces initiatives associatives sont tributaires de subventions accordées par les élus qui à leur tour compteront sur leur soutien...

Est ce plus criant à Belleville qu'ailleurs? Comment les associations doivent penser leur rapport à l'institution ? Compétence, temps sont nécessaires pour tenir un engagement associatif, qui devient vite politique quand il s'agit de « monter au créneau » pour avoir des subventions.

3. Propositions :

.Inscrire son activité dans un cadre territorial

Les salariés de la SCOP s'engagent à aller plus loin et à faire partager leur métier. Des habitants du quartier et les écoliers peuvent venir visiter l'imprimerie. Quant à l'AMAP, elle souhaite se donner les moyens de faire connaître son action et sa démarche.

.Echanger, mutualiser

Chaque structure est confrontée à des difficultés qui pourraient facilement être dépassées. Il y a un besoin de se renforcer, d'être complémentaires, plus visibles et reconnus. « S'inscrire dans des réseaux pour se soutenir, se former pour se permettre d'aller plus loin , pour oser l'innovation semble indispensable." Sans l'aide d'un réseau spécialisé, c'est quasi impossible». Pour conclure, les participants déclarent::chaque structure, par son activité économique, son corps de métier, peut contribuer au collectif. L'Echappée ou la Rôtisserie peuvent préparer des repas, l'Imprimerie sortir des journaux, ou des affiches.pour le réseau par exemple..".aujourd'hui on se connaît mais est ce qu'on ne pourrait pas faire un peu plus ? ".Tous reconnaissent qu'il y a comme une urgence à installer des liens plus forts entre les structures d'économie participative pour insérer des gens et assurer une certaine rentabilité de l'activité économique, réfléchir à quoi on sert... "On a des approches de l'activité économique qui peuvent nourrir des débats collectifs, on peut capitaliser des savoirs à partir de nos expériences et faire des choses ensemble".Et les questions sont alors posées:

Comment fait-on mouvement ? Comment on s'agrège ?, Comment on oeuvre collectivement pour la transformation sociale ?

«Vive l'économie sociale et libértaire! « le lapsus en guise de conclusion ce jour là, pourrait être révélateur des envies et des besoins des participants.

IV. En quoi la participation aide à la mobilisation individuelle et aux projets collectifs ?

C'est à partir de l'expérience des jardins partagés qui se sont développés à Belleville ces dernières années que nous avons construit ce deuxième forum. Expériences concrètes de mobilisation, d'implication et de conflit, les jardins partagés sont un lieu symbolique de la participation et un enjeu politique fort dans un quartier particulièrement dense et où peu de place est laissée à la nature sur ce territoire. Nous nous sommes attachés à ceux du 19^{ème}, particulièrement nombreux, dynamiques, installés depuis plusieurs années, gérés par une équipe de professionnels.

Pour donner un autre angle d'approche et élargir le champ de réflexion, nous avons souhaité faire un rapprochement avec l'expérience des "p'tits cafés" (collectif de volontaires pour accueillir tous les matins des personnes en grande précarité ou à la rue, 11^{ème}). Cette ouverture permettait d'ouvrir le champ de réflexion. A travers les représentations que chacun se fait de la précarité, de s'interroger sur l'articulation du collectif et de l'individuel. "Des cas, certes, mais on peut les faire vivre ensemble, ces gars là!" explique l'animatrice du collectif.

Pour préparer l'atelier, nous avons travaillé avec un animateur des jardins partagés, une volontaire engagée depuis plusieurs années et une étudiante en sociologue qui accompagne ce processus. Cette élaboration collective a donné lieu à un temps interactif, basé sur des techniques d'animation participative (jeu du oui-non avec questions en 2 temps, jeu des post-it, dessins, déplacement dans l'espace), et un temps d'interpellation et de remise en cause de nos « évidences » et nos représentations à travers la notion de jardin, terre, l'intime et le partagé, etc..

1. Elaboration du questionnaire

.On vous propose de participer à un jardin partagé. Vous vous dites :

- 1) Chouette je vais avoir un petit coin de terre à cultiver !!
- 2) Chouette je vais y rencontrer des nouvelles têtes !
- 3) Cela m'est égal

.On vous annonce que les cultures sont développées et entretenues collectivement. Vous vous dites :

- 1) Chouette !
- 2) Ca n'est pas pour moi : ce dont j'ai envie, c'est d'avoir ma parcelle !
- 3) Je fais avec.

.C'est la fin de l'hiver, il faut songer aux plantations. Pour vous il faut :

- 1) Faire une réunion pour définir ensemble un plan de culture précis.
- 2) Trouver une organisation dans laquelle chacun puisse planter en fonction de ses envies.

.Vous avez rapporté au jardin des pieds de tomates que tante Suzette vous a donné. Vous avez suivi leur développement avec une attention particulière et un beau jour, les 2/3 des tomates ont disparues. Vous vous dites :

- 1) Quel est le salaud qui a fait ça ?
- 2) Tant mieux, au moins, elles profitent à quelqu'un.

.L'heure de la récolte arrive. Par chance il reste 20 tomates. Or vous êtes justement 20 jardiniers inscrits. Vous proposez que :

- 1) Chacun reparte avec une tomate.
- 2) Qu'on fasse une grande salade de tomates et qu'on invite tous les voisins à venir goûter à la récolte.
- 3) Qu'on fasse une grande salade mais qu'on invite pas tout le quartier : tu travailles, tu manges. Tu travailles pas, tu manges pas.

C'est ce jeu -questionnaire qui a permis de déclencher les prises de paroles et très vite un vif débat s'est installé entre les différents

participants qui a dépassé la réalité des jardins et qui a permis de s'interroger chacun sur son rôle dans la propagation ou la remise en question de normes et de valeurs portées par la société, et d'améliorer concrètement notre force de proposition pour faire entendre aux politiques les réalités du terrain.

2.L'EXPÉRIENCE RÉVÈLE que,

Questions 1 et 2. mises à part, celui qui a opté pour la parcelle individuelle pour la raison qu' "Il est important pour une personne cassée par la vie de se reconstruire individuellement ", la majorité a opté pour le jardin à travailler collectivement pensant éviter tout comportement individualiste.

Question 3. Très vite s'est fait ressentir la nécessité de s'organiser pour éviter que les lupins de Jean-Charles ne soient étouffés par les artichauts de Martine! Des réunions permettraient alors "d'oublier le vive moi!", dit l'un," de permettre de prendre la parole" dit l'autre ou simplement d'avoir le plaisir de "faire ensemble": "J'aime le côté organisé ET créatif!" souligne Anne-Lise.

Question 4. Les choses se gâtent quand on apprend que les pieds de tomates de la Tante Suzette ont disparu, ont été massacrés. Si un des participants estime que c'est tant pis et qu'il aura au moins profité à quelqu'un, tous crient au sacrilège: "si on me vole, je gueule!" et tous déplorent une confiance rompue et s'inquiètent de la suite : "le regard vis à vis des autres en prend un sacré coup" s'inquiète Jean Charles.

Question 5. Quand l'heure vient de partager la récolte de 20 tomates auprès des 20 jardiniers, un seul préfère ramener "sa" tomate faute de disponibilité, tous optent pour le repas en commun, pour une salade de tomates quitte à rajouter un plat de riz !

L'expérience FAIT ÉMERGER DES RÉACTIONS PARADOXALES TELLES QUE :

- celui qui avait pris position pour une démarche résolument collective a des comportements très réactifs, très épidermiques, de type individualiste, alors que celui qui à priori pouvait être catalogué comme individualiste peut se montrer plus participatif, avec une attitude plus socialisante, peut avoir le souci de partager son savoir faire ...

3.Le point de vue du sociologue :

Judith se base ici sur une étude en immersion qu'elle a menée sur 2 ans dans 3 jardins partagés du 19^{ème} : beaucoup d'observations de terrain, replacées dans l'évolution du contexte historique depuis l'industrialisation.

Sa thèse : comprendre ce que le terme "collectif" recouvre et se rendre compte que jardiner, c'est par définition être tout seul et donc avoir une attitude qui peut sembler difficilement conciliable avec du collectif.

Judith a tenté de nous expliquer ce qui se cache derrière ces représentations, et en particulier de nous montrer comment elles s'inscrivent dans une lutte pour la légitimité entre deux classes sociales, «une lutte qui, si on n'y prête pas garde, se révèle stérile et contraire à notre volonté d'aller vers plus d'engagement collectif et moins d'individualisme"

Jardiner sa parcelle seul serait le symbole du désengagement, de l'absence de relations sociales, alors que jardiner collectivement incarnerait la valeur citoyenne par excellence.

C'est ainsi qu'on voit aujourd'hui le jardin ouvrier, figure du populaire (liée à l'historique de ces jardins), opposé au jardin communautaire, figure des classes moyennes et petites bourgeoises actuelles [le mot « petit bourgeois » étant ici pris dans son sens sociologique et ne suppose aucun jugement de valeur]. La morale est donc bien ancrée dans ces représentations. On sort du champ des loisirs pour rentrer dans l'idéologie sociale, et même politique. Le jardin a besoin d'individuel, car l'identité du jardinier en dépend et il serait presque pervers de se refuser à accepter le côté individuel du jardinage. Cet affrontement est en fait une lutte de légitimité où le politique occupe la place centrale.

.Commentaire des animateurs intervenants :

"Les jardins partagés sont effectivement aujourd'hui mis en avant par les mairies comme un exemple de réussite, avec pour enjeu la démocratie participative, alors qu'ils sont souvent en réalité des lieux de pouvoir individuel, surtout lorsqu'ils se disent collectifs"...

4. Réactions des participants :

- P., militant associatif et animateur : "le collectif, ça marche pour ceux qui fonctionnent collectif ; pour les autres, ils sont derrière, et loin !" Un parallèle est fait par d'autres avec la cour d'école et la Maison des Métallos devenu lieu culturel. Une conseillère de quartier, trouve l'analyse caricaturale, elle estime important que ces jardins existent, vue la mixité sociale. La question est soulevée de "Qui profite de ces jardins? Qui a la possibilité de prendre du temps pour faire la démarche et en connaît les codes d'accès et d'attribution?" et un parallèle est fait avec les HLM.
- Se pose alors la question du besoin de reconnaissance de l'individu et JJ, militant associatif, fait remarquer que "la plante qu'on arrose trop, crève, alors que grâce à la plante que j'ai entretenue avec soin j'aurai toute la reconnaissance de mes pairs". Et complète son propos par la remarque : "un collectif est une multitude de moi et de je".
- C., animatrice enfants, a monté un projet de parcelles pédagogiques dans le quartier Fontaine au roi, et note la difficulté de communiquer vers les habitants. Comment ? Comme pour les fêtes de quartier, " C'est toujours les mêmes qu'on voit! "
- Comment inclure les femmes du quartier qui ne travaillent pas ? et pourquoi pas les hommes ? quand on est dans le jardin, les passants demandent souvent s'ils peuvent venir. Elle a conscience de la nécessité d'un travail énorme pour expliquer. Le facteur temps est important .La situation est en général complexe : si on veut vraiment intégrer des gens, ça prend du temps. Les jardins partagés ne sont pas définis comme un lieu d'action sociale, donc il n'y aurait pas besoin d'animateurs ni de techniques d'animation. Ce qui est un leurre.
- Apparaît alors le fait qu'il n'est pas si facile pour tous d'ouvrir la porte d'un jardin, même si la charte en permet l'accès.
- M, militante associative, fait alors un parallèle avec la culture et la difficulté de fréquenter un lieu culturel. " Passant, n'entre pas sans désir !"
- G, qui fait de l'accueil de jour, trouve un écho à sa situation. Quand arrive quelqu'un de très différent, on peut éprouver une gêne ou une peur qu'il faut dominer (la peur de l'Autre ?). Elle évoque le cas d'un transsexuel qui finalement a pu être intégré au groupe en prenant sa

part dans le partage des tâches : "il faut peu pour vivre ensemble : être attentif à l'autre."

-
- Vient la question du lien social (dans la charte) et de la possibilité de sortir de l'entre soi : ceux qui en ont fait l'expérience y voient une zone de conflit latent, avec parfois prise de pouvoir d'un individu : "des leaders se créent dans le jardin" note AM, jardinière dans un jardin partagé, "mais on a souvent des intérêts divergents, contradictoires, et qui doivent trouver une manière de se combiner "
- P. note que le jardin collectif est un lieu de conflit larvé où on retrouve les mêmes différents et différences que dans toute autre situation collective." Il faut prendre les gens comme ils sont ! pourquoi procéder différemment que dans la vie?" Il ne faut surtout pas taire les petits conflits car c'est là dessus qu'on pourra s'investir dans l'engagement. " Il faut retrouver et assumer cette zone de conflit et avancer avec ; et donc d'une certaine façon, CULTIVER LE CONFLIT !"
- De l'importance d'un BUT COMMUN pour permettre l'engagement collectif et aller au delà de la question individuelle. Recomposer ensemble autour d'un contrat social afin d'éviter qu'on soit tenté de dire : " La démocratie participative, c'est nul, venez voir dans les jardins!..."

Il s'en suit une série de questions ou remarques :

- Qui participe à la prise de décision?
- Il faut savoir accepter que certaines personnes savent !
- "C'est la revanche des manuels sur les intellectuels!"
- "Pourquoi ne pas distribuer la surproduction?"
- "Comme on a peu de prise sur comment s'organise le monde, est-ce que je peux au moins changer ma petite parcelle de monde?"

Idées émergentes : " finalement c'est vrai, le collectif c'est pas évident " : on a besoin d'apprendre à fonctionner collectivement. On a besoin d'un minimum de reconnaissance et de confiance pour pouvoir partager. Le maillage entre individus génère du fonctionnement collectif (ex : échange entre parcelles), mais besoin aussi de projets communs pour dépasser l'intérêt individuel. Attention aux jeux et enjeux de pouvoir.

5. Synthèse et propositions :

Il ressort qu'au-delà de nos propres idées reçues, vivre ensemble nécessite un apprentissage, particulièrement dans une société de compétition où on nous apprend à valoriser bien plus la réussite individuelle (y compris au dépens des « autres » et de la communauté) que la réussite collective... Conditionnés par un environnement où dominant souvent les forts en gueule ou du moins ceux qui maîtrisent la langue de référence et s'expriment facilement, beaucoup de gens sont méfiants devant les instances collectives, ou au contraire pleins de naïveté et potentiellement déçus.

Les jardins partagés, comme les conseils de quartier, peuvent faire partie de ces lieux d'apprentissage du projet commun. Dans ces situations de construction collective nous sommes en effet confrontés en permanence au choix entre intérêt privé et intérêt collectif. C'est l'occasion de trouver des solutions pour faire cohabiter nos différences.

L'expérience nous montre aussi que mettre en œuvre cette ambition de "faire ensemble" demande des moyens, du temps, de l'énergie, de la patience, et que la nécessité de médiation, formation, ou accompagnement est largement sous-estimée.

De la nécessité de soutenir concrètement les mouvements qui existent déjà (PEC, Récit, etc..) et de maintenir, voire développer les subventions indispensables à la réussite de ces actions. Mettre en place de vrais lieux d'éducation populaire, c'est à dire où chacun puisse venir apprendre pourquoi on a besoin de s'organiser, comment on peut trouver des accords autres que le vote majoritaire, pour fonctionner mieux ensemble et se sentir mieux entendus, en bref des lieux d'apprentissage de la démocratie participative.

On ne peut pas se permettre de « jouer » avec l'idée de la démocratie participative. En effet, nombre de « concertations » annoncées se révèlent plus tard de simples consultations. Il est regrettable qu'elles soient utilisées comme caution participative, car cela induit ensuite pour les habitants le sentiment d'avoir été floués, et donc une grande méfiance envers le politique en général.

V. Forum n°3 : L'action culturelle est-elle un lieu pour la mobilisation sociale ?

1. Le débat est lancé!

La présence des artistes à Belleville est ancienne. Jusqu'à une période récente la plupart des artistes était en marge des circuits commerciaux et du marché de l'art parisien. Leur travail s'inscrivait auprès des différentes populations du quartier, comme le montre ce témoignage d'une artiste: "En 92/93, l'association La Bellevilleuse engagée depuis longtemps sur la rénovation du quartier de Belleville, demande aux artistes de la Forge de travailler avec eux sur un projet « la Maison de mes rêves ». J'accepte de mener le projet avec un autre artiste. Mener cet atelier avec les enfants m'a permis de découvrir des conditions de vie dans le quartier, l'insalubrité, le saturnisme ». «Par exemple, Il y a 10 ans, lorsque l'on se mobilisait, nous avions un discours militant simple et des objectifs simples : maintenir des passages piétons dans les îlots. On faisait des maquettes du quartier, c'était passionnant! Les citoyens sont capables de dialoguer et de proposer mais on s'est planté !, j'ai vécu avec l'utopie que ce discours était attendu et entendu". D'un côté l'institution reproche aux anciens de se replier sur eux-mêmes, protégés dans leur atelier, avec une production désuète et invendable ; de l'autre, il y a les modernes qui travaillent en équipe avec les outils de com', qui répondent aux projets dans l'espace public, qui répondent au marché et qui obtiennent des financements publics et privés et que l'institution privilégie.

Mais à quel moment y a-t-il une mise en partage de la production artistique avec la proximité, avec le quartier ? Qui y participe ? Autant de questions que certains artistes se posent pendant le débat.

2. Des actions ciblées pour prendre du plaisir à créer

Beaucoup d'habitants du territoire sont d'origine étrangère. Mais ces cultures populaires ne sont pas toujours valorisées. Une des plasticienne, lors du débat, nous fait partager son expérience d'intervention artistique

pendant plusieurs mois dans un centre social du 18^{ème} : création de livres avec des femmes en alphabétisation. "Mon enthousiasme pour ce travail s'est heurté au fonctionnement du centre social. J'avais créé des espaces de paroles qui étaient vécus comme dangereux par les salariés du centre social: j'avais autorisé les femmes à prendre du plaisir à faire, à créer sans accompagner ce travail de notions éducatives, pédagogique, voire formatrices » Les cultures populaires renvoient elles obligatoirement au social et à la sociabilisation?

"L'art brut, l'art premier, primitif, l'art dans les squat, les ateliers plastiques avec les handicapés, les enfants, les femmes, les sortis de prisons, les psychiatisés, ces formes artistiques ne sont pas reconnues comme de l'art. Ces ateliers sont le plus souvent mis en place par des structures liées au travail social ayant pour objectif d'amener une meilleure socialisation et la dimension artistique n'est pas reconnue"

Le culturel partage avec le social plusieurs éléments : tous deux s'inscrivent dans la durée, sans résultat immédiat.

Les démarches (participatives) menées par artistes et travailleurs sociaux ont en commun leur inscription dans la durée et sont l'un comme l'autre, sans obligation de résultat. En dépit de ces similarités, les domaines d'intervention sont bien différents et restent cloisonnés.

Comment faire et quel intérêt y aurait-il à les décroïsonner? *Quelle utilité*

3. La mobilisation...

....n'est jamais acquise

Dans une lutte menée par un collectif d'artistes pour défendre un lieu, par exemple, l'intérêt collectif est plus difficile à atteindre lorsqu'il faut passer d'une phase de proposition à une phase de construction. « Aujourd'hui à partir de ces petits acquis, on est dans la phase de négociation et cette phase est difficile à mener parce que on aboutit assez loin de nos propositions initiales. On est dans la réalité. On est dans la pratique et on perd l'objectif plus lointain d'une utopie plus porteuse, plus générale, on défend ses propres petits intérêts. En plus, les liens de solidarité avec l'extérieur se défont. Les gens du quartier nous considèrent comme des nantis dans un quartier encore insalubre". Au

final, la création de passages trans-parcelles n'a pas abouti et les artistes impliqués se sont recentrés sur eux-mêmes.

....autour de l'atelier

La transformation des quartiers de Belleville se traduit par l'installation de nouvelles catégories sociales. Concernant les artistes, la volonté de la ville de faire de Paris une nouvelle capitale artistique se traduit par un turn over important des artistes dans les ateliers". La notion même d'atelier s'en trouve modifiée. D'une part, la ville a choisi de mettre à disposition des artistes des ateliers sur une courte période, d'autre part, on attend de l'artiste aujourd'hui de travailler avec un ordinateur, de s'installer pour quelques mois dans un quartier, de voyager à travers le monde pour capter continuellement des nouvelles sensibilités" plutôt que de s'intéresser au maillage complexe d'un quartier et des cultures qui l'habitent. L'intervenante s'inquiète alors d'une vision de type néo coloniale qui risque d'encourager la mise en valeur de formes folklorisantes et superficielles des populations d'un quartier avec une disparition à terme de l'artiste à projet." L'artiste, avec ses outils est comme un artisan: il est implanté dans un quartier". L'intervenante donne une vision pessimiste de l'artiste à l'avenir : "je pense qu'ils vont disparaître de la capitale comme les artisans". Pour elle, la production des artistes n'a plus sa place face à la concurrence des lieux de commerce de l'art: "ils ne sont pas assez rentables!".

Tributaires des institutions, les artistes plasticiens sont en partie responsables de leur isolement dans la mesure où "ils se laissent mettre en rivalité les uns avec les autres". Et pourtant, avoir un atelier dans un collectif, c'est pour elle avoir l'opportunité de participer à un réseau d'actions, c'est propice à l'engagement, c'est "passer derrière le décor".

Toutefois les artistes plasticiens sont en parti ils travaillent seuls et se laissent mettre en rivalité les uns avec les autres. Avoir un atelier c'est avoir l'opportunité de participer à un réseau d'actions, c'est propice à l'engagement, c'est « passer derrière le décor ».

4. Quel financement pour quelle culture ?

Une des artistes intervient pour prévenir des dérives de l'action culturelle aujourd'hui et dénonce les orientations artistiques faites par l'institution.

à tout prix: expo, défilé, théâtre gratuits, ouverts sur le quartier. On nous demande de plus en plus de faire de « l'Art Urbain ». C'est devenu un label. L'espace public est l'espace de production et on nous fait croire qu'ainsi on obtiendra des financements »

Cette complexité des financements culturels est enrichie par l'intervention d'un élu parisien qui nous livre des exemples de situations très diversifiées :

- "lorsqu'une animation culturelle organisée par un conseil de quartier est subventionnée, l'ordre de grandeur est la centaine d'euros"

"association culturelle politique de la ville est subventionnée, l'ordre de grandeur est le millier d'euros"

"lorsqu'un théâtre privé est subventionné l'ordre de grandeur est la centaine de millier d'euros"

"lorsque qu'un grand équipement parisien est subventionné c'est de l'ordre du million d'euros"

"En matière de culture, l'argent est dépensé sans critère objectif, sans réel contrôle quand pour le transport ou pour le logement, pour le social il existe des politiques avec des critères, un suivi, une évaluation. Le culturel est un domaine embarrassant, qui fonctionne encore comme sous Louis XIV, le fait du Prince. Ce schéma s'épuise mais n'arrive pas à mourir. Comment la culture peut-elle être subventionnée ? Comment être en capacité d'être à l'écoute des nouvelles formes artistiques ? Les élus sont les représentants de l'institué, de ce qui est établi, ils ne peuvent pas avoir la faculté de repérer l'émergent, l'instituant. Le politique peut en revanche protéger, laisser la possibilité que s'épanouisse l'art quelque soit les publics, en donnant à tous le luxe du tâtonnement ».

5. Propositions

.Développer l'art populaire

Selon le public auquel on s'adresse, les budgets pour mettre en place des ateliers artistiques plastiques proviennent soit des services de la culture, soit des services sociaux. Il y a une stigmatisation des ateliers qui s'adressent aux populations étrangères dans le domaine du social alors que la reconnaissance des formes culturelles des migrants pourrait participer à l'émergence de nouvelles formes artistiques." Un travail de

recherche sur la fonction sociale de l'artiste est essentiel. L'image traditionnelle des artistes et des structures culturelles, libres, au dessus des contraintes sociales est à dépasser."

La transparence des dossiers de financements et des subventions accordées permettrait une plus grande visibilité et une meilleure reconnaissance.

Pour une plus grande autonomie des initiatives, une indépendance financière est souhaitée Celle ci pourrait être préservée par l'autorisation de créer des ressources propres au sein des structures (bar, petite restauration...).

.La reconnaissance des œuvres collectives, une reconnaissance des cultures populaires

D'autre part, les ateliers d'arts plastiques dans les quartiers s'engagent souvent dans la création d'œuvre artistique collective, comme par exemple "Déroulez le tapis rouge" mené par la Comité métallos. Ces nombreuses œuvres populaires ne sont pas reconnues par le milieu artistique traditionnel. Il n'existe pas d'espace d'exposition, il n'existe pas de musée. Ces œuvres aujourd'hui n'ont pas de valeur juridique. Le plus souvent, elles ne sont pas signées. A qui appartiennent-elles ? L'absence de lieu de mémoire de ces œuvres est scandaleux!"

Les œuvres sont le plus souvent détruites. Or, la reconnaissance des œuvres collectives par la création d'espace dans les quartiers valoriserait les cultures populaires et pourrait engager à la mobilisation sociale.

VI. Forum n°4 : la prise de décision dans les instances participatives

Le quatrième forum avait comme objectif de s'interroger sur les modes de prise de décision dans les instances de participation.

Les conseils de quartier parisiens sont des espaces d'expérimentation d'un meilleur partage de la décision. Mis en place depuis plusieurs années, leur fonctionnement rencontre des limites. La soirée du 10 décembre a bien rempli son rôle en invitant à dépasser ses propres débats, en découvrant l'expérience du droit de veto des habitants du quartier Tenever, à Brême en Allemagne.



80 personnes présentes, le 10 décembre à la Maison des métallos

1. L'expérience de Tenever : "du droit de veto au consensus".

« Dans le quartier de Tenever à Brême en Allemagne, chaque participant a un droit de veto au sein du Stadtteilgruppe »

Le quartier de Tenever se situe à quinze kilomètres du centre ville de Brême. Il a été construit dans les années 60 pour anticiper à l'évolution de la population liée à l'essor économique. Mais très vite ce quartier est devenu un « ghetto social », du fait notamment du calcul du loyer social qui ne permettait pas aux revenus modestes de s'y installer. Ainsi, cet endroit est habité par des pauvres, des étrangers, vingt-deux nationalités s'y côtoient, et des marginaux.

Dans les années 90, les pouvoirs publics ont décidé de rénover le quartier et ont mis en place des comités de suivi des projets de requalification du quartier en incluant les différents acteurs du quartier, sauf les habitants. En réaction, près de six cents habitants se sont retrouvés dans les rues de Brême afin d'exiger leur droit de participer à la prise de décision concernant leur quartier. Ils ont obtenu le droit de siéger au sein de l'assemblée de quartier, le « Stadtteilgruppe » comme les autres acteurs (pouvoirs publics, travailleurs sociaux, élus, bailleurs, police, parents d'élèves...). Ils peuvent donc interpeller, faire savoir, protester, suggérer et prendre part aux décisions, notamment celle de gérer le budget annuel de l'assemblée d'un montant de cinq cent mille euros dédié à des projets pour l'amélioration du quartier.

Des projets décidés sur la base du consensus

Depuis plus de quinze ans, toutes les cinq semaines environ, les cinq mille cinq cents habitants de Tenever sont invités à prendre part à la conception de la vie sociale de leur quartier en participant au Stadtteilgruppe.

Une séance commence toujours par un premier temps consacré aux problèmes de vie quotidienne, de voisinage et les questions d'actualité du quartier. Pour prendre la parole, il suffit de lever le bras. Chaque participant peut ainsi interpeller des acteurs dans la salle pour les inviter à répondre à leurs questions. La plupart du temps, un échange s'engage

pendant lequel chacun écoute les questions et les réponses. Lors de la 141ème séance, les sujets traités ont porté sur le bruit dans le café sans alcool réservé aux jeunes, des problèmes avec le concierge, les loyer trop chers pour les chômeurs.

Un deuxième temps est dédié aux personnes, collectifs ou associations qui souhaitent faire financer leur projet par l'assemblée de quartier. Chacun des porteurs de projet se lève pour expliquer et répondre aux questions sur le projet qui lui sont posées. Les montants et les thématiques des projets sont d'une grande diversité. Par exemple, lors de la dernière séance de juin 2007, les demandes ont été de 4000 euros pour transformer des appartements vides en hôtel afin d'accueillir des artistes de Tennever, 1140 euros pour créer un atelier musical, 5000 euros pour mettre en place un cours informatique pour les débutants et 25000 euros pour financer les projets du centre interculturel. S'il n'y a plus de questions, arrive le temps de la décision. L'animateur demande si une personne souhaite exercer son droit de veto.

Le principe du droit de veto

Le principe est que chaque personne présente, quelque soit son statut, peut exercer un droit de veto sur chacun des projets présentés lors de la séance. Cela oblige à obtenir un consensus autour du projet. C'est pour cela que l'on dialogue et on redéfinit les projets jusqu'à trouver un consensus nécessaire à sa réalisation. En effet, le consensus signifie qu'une des parties prenantes n'est pas satisfaite et demande à revoir le projet. Il ne signifie ni rupture, ni blocage définitif.

Ainsi, soit le projet est bloqué en l'état, mais il peut être amendé et présenté lors d'une nouvelle séance, ou alors complètement abandonné. Soit aucun membre de l'assemblée ne l'exerce alors le projet est validé. Plus de trois cents projets ont été menés, sur ce principe, depuis quinze ans : construction d'une ferme pédagogique où l'on élève des animaux en cours de disparition, un gymnase, un stade, une télévision locale, la destruction et rénovation de plusieurs centaines d'appartements dans le quartier, une maison pour les mamans où elles peuvent faire garder leurs enfants, un restaurant associatif qui permet de manger pour quatre euros, une fête qui réunit plus de mille personnes...

Une équipe d'animation au service de l'assemblée

L'équipe du Projektgruppe de Tennever est chargée d'animer ce forum et de mettre en œuvre les projets. Cette équipe, mise en place par le gouvernement de Brême en 1989, reste autonome dans ses choix, son programme et sa capacité d'influence et de mobilisation. C'est au forum qu'elle rend des comptes. Ils sont porteurs d'une dynamique sur le quartier qui a permis progressivement d'améliorer les conditions de vie dans le quartier. Elle fait aussi un vrai travail en réseau avec les diverses structures et services sociaux et éducatifs du quartier qui travaillent ensemble sur certains projets.

Les conditions du consensus



Les deux allemandes de Tennever et la traductrice

Une culture du dialogue et de la négociation s'est progressivement construite à Tennever. En effet, même s'il y a des dialogues conflictuels sur certains sujets, une confiance réciproque existe au sein de cette instance qui a prouvé au fil des années sa pertinence et son efficacité parce que chacun respecte les règles du jeu. « Pour réussir cela, il suffit de prendre les gens au sérieux » conclue l'animateur Projektgruppe.

Article réalisé par "arpenteurs", de Fontaine (38)

2. Consensus ?

Après un éclaircissement de la situation à Tenever, les questions s'orientent sur les caractéristiques de Belleville : le consensus est un terme peu utilisé en France, il est d'ailleurs souvent associé à un adjectif qui le déprécie : consensus « mou » ou bien il est mal compris, car « le consensus , ce n'est pas être d'accord ». En France, on parle plus volontiers de « rapport de force ». Des personnes pensent que « le processus du consensus semble plus facile à développer dans les pays du nord de l'Europe ». Sylvia nous rappelle qu'à Tenever, le processus du consensus est le fruit d'une lutte des habitants sur une période de 10 années et que cette démarche n'est pas plus innée dans les cultures du nord que dans celles du sud.

3. L'animateur, un acteur clé

L'apprentissage de la participation nécessite un ou plusieurs animateurs pour mieux accompagner les prises de responsabilités des citoyens. A Tenever, l'intervention de Joachim Barloshki est essentielle. Un ancien animateur des jardins partagés du 19^{ème} insiste sur la nécessité de postes de médiateur, régulateur, coordonnateur. Il met l'accent sur les risques de développement des phénomènes de pouvoir au sein des groupes d'habitants qui mettent en péril les expériences de démocratie participative. L'indépendance et l'autonomie des professionnels qui accompagnent ce type d'expériences vis-à-vis de la ville de Paris est indispensable.

.« Quel est l'animateur du débat à Belleville ? ». Les élus peuvent-ils et doivent-ils jouer ce rôle ?

Un représentant associatif exprime son regret de "l'absence du climat de confiance au sein des instances participatives mis en place par la ville de Paris". Ce climat peut renaître à condition qu'une véritable volonté politique et qu'une transparence des budgets se mette en place.

Une habitante du 19^{ème} regrette à son tour « la peur des élus vis-à-vis de la parole des habitants ; lors des débats publiques, le conflit arrive souvent très vite avec les élus »

4. Des expériences de participation plus ou moins réussies

.Les conseils de quartiers à Belleville

Une habitante rappelle que les conseils de quartier du 20^{ème} fonctionnent de manière plus participative que les autres conseils de quartier parisiens car ils sont plus anciens. Leur fonctionnement nécessite donc un apprentissage, une pédagogie. « Passer de l'intérêt individuel à l'intérêt collectif ne va pas de soi. Aujourd'hui, avec 10 ans d'expérience, les conseils de quartier du 20^{ème}, et particulièrement ceux de Belleville sont plus dynamiques, entreprenants et s'orientent plus spontanément vers l'intérêt collectif.

Même si les conseils de quartiers du 20^{ème} semblent convenir aux personnes présentes, d'autres interventions montrent que c'est une exception : « Dans les conseils de quartier, on ne décide pas. On nous informe d'une décision quand elle est prise. ». Une participante s'interroge : « Pour quoi on aurait le droit de veto ? de toute façon on ne décide pas ».

Le constat est mitigé quant aux réalités des modes de fonctionnement institutionnels de la prise de décision à Belleville.

.Plusieurs expérimentations participatives dans le 11eme

Un élu nous relate trois types d'expérience de démocratie qu'il a suivi selon une échelle croissante de difficulté :

- Une initiative menée par la ville de Paris qui regroupait les services, les élus, les habitants, les commerçants : la redéfinition du trajet du bus 96. Ce travail d'information, de consultation et de concertation s'est développé sur 14 mois. Etude et choix du trajet du bus parmi 7 trajets possibles.
- Une initiative d'un groupe de citoyens : le squat de la petite Rockette. La ville de Paris intervient seulement pour accompagner la création de ce nouveau lieu culturel autonome ancré dans un quartier parisien.
- Une initiative citoyenne qui nécessite l'intervention de la Ville de Paris : l'achat et le fonctionnement de la Maison des métallos. De multiples tentatives ont été faites pour qu'une collaboration étroite

puisse se construire afin que le nouveau lieu culturel et associatif ne perde aucun de ses fondements. Le Comité métallos a lancé un véritable défi démocratique pour la sauvegarde du lieu et l'accompagnement de sa transformation, alors que la ville préfère accoucher de la création d'une structure municipale lourde et verticale.

5. Propositions d'amélioration :

.Faut-il redéfinir les territoires des conseils de quartiers ?

L'unité d'habitation comme à Tenever permet-elle une meilleure identification collective ?

Belleville, même si ce quartier est souvent qualifié de populaire, est aujourd'hui en pleine mutation. Les conseils de quartier dans chacun des arrondissements regroupent un trop grand nombre d'habitants.

Plusieurs interventions vont dans le sens de la nécessité d'un redécoupage des territoires des conseils de quartier afin de mettre en place des structures plus petites, à l'échelle d'un regroupement de quelques immeubles. « Ce découpage permettrait une meilleure connaissance des potentialités, des ressources des citoyens, la création de liens plus forts entre les bailleurs et les locataires ».

.Négocier et définir clairement, l'offre de participation

A Belleville, les trois étapes d'un processus de démocratie -information, consultation, concertation- essayent plus ou moins difficilement de se mettre en place. L'offre de participation doit être claire pour tout le monde dès le départ et évoluer dans le temps alors que la confiance s'installe et que le partage de la décision se met en place.

L'échange informel se prolonge plusieurs heures à la suite du débat entre les différents participants autour du buffet préparé par la coopérative ouvrière l'Echappée dans le 19^{ème} - nouvellement créée. C'est une première tentative pour contribuer à développer ce réseau. Plusieurs personnes expriment l'intérêt de ce forum partici-passion inter-arrondissement ainsi que l'ouverture positive sur un certain nombre de structures.



Buffet équitable : pour continuer à échanger...

VII. Bilan et propositions "entretenir le réseau"

1. Ce que le forum nous a appris

Le processus de fabrication des quatre forums a permis d'associer une vingtaine de structures de Belleville, dont une dizaine n'avait pas encore eu l'occasion de travailler ensemble. Les thématiques et les problématiques ont été choisies suite à un travail fouillé de terrain et d'interprétation collective, qui a permis de dépasser les intérêts personnels. Les débats ont permis de poser des constats sans tabous et d'avancer des propositions innovantes. Les expériences de démocratie participative naissent de la volonté et des déterminations des habitants. Pour construire la démocratie le plus court chemin c'est la participation. Mais la participation ne concerne pas seulement l'aménagement urbain. Les gens sont des acteurs globaux et ont des choses à dire aussi bien sur la culture, sur la santé, que sur l'éducation ou l'économie.

Le forum initie un processus créatif où tous peuvent trouver place, un intérêt et du plaisir. C'est un nouvel espace de réflexion et d'action pour penser la participation, avec une nouvelle manière de fonctionner. Le forum Belleville partici-passion trace un chemin, initie. Le forum est ouvert. C'est une nouvelle forme de démocratie qui sollicite, crée de l'inconfort, et provoque l'envie de faire quelque chose pour/dans la cité.

Le forum est un collectif, avec des relations informelles avec les gens et les structures, il n'a pas vocation à se structurer mais bien à poursuivre des actions mutualisées.

2. Poursuivre par des actions concrètes :

Il est difficile de faire partager, transmettre l'énergie, l'enthousiasme des événements collectifs à ceux qui ne les ont pas vécus. Il est difficile d'expliquer ce qu'on l'on gagne des actions collectives. Nous choisissons donc de faire dans le concret, de continuer à agir sur le terrain. Des actions s'enclenchent par exemple avec les conseils de quartier de Belleville/Saint Maur et du bas Belleville, d'autre avec le syndicat CGT :

- Un Circul'livres a vu le jour dans le 11ème, organisé conjointement par le Comité métallos et le comité de quartier Belleville- Saint Maur, une fois par mois des livres sont mis à disposition aux habitants et aux passants sur la place Jean Pierre Timbaud.
- Une visite inter-arrondissement a été programmée pour élaborer des propositions concernant le ré-aménagement du boulevard de Belleville. Cette initiative émane du Conseil de quartier du 20^{ème} , dans laquelle a pris part le conseil de quartier du 11^{ème} et le Comité métallos . Les processus de participation évoluent constamment. Chaque projet, chaque enjeu dessine un nouveau territoire de participation. Le forum de la partici-passion à Belleville apporte une plus-value pour mettre en lien ou aider à prendre du recul. C'est une première tentative pour contribuer à développer le « réseau de la partici-passion ». Plusieurs personnes expriment l'intérêt de ce forum inter-arrondissements.
- Nous avons ressenti un grand intérêt lors de l'atelier sur les nouvelles formes d'économie participatives. Même si beaucoup de personnes ont monté des structures relevant d'économie participative, il n'existe pas, à notre connaissance, d'initiatives visant leur recensement, la compréhension du phénomène, le lien avec l'histoire du quartier... Or nous pensons que ce sujet, en le mettant en relation directe avec la question du travail, peut être investi par le forum Belleville partici-passion. D'ors et déjà grâce aux liens privilégiés qui unissent le Comité métallos et l'union locale CGT, réinstallée depuis peu dans la maison des métallos, une réflexion commune s'élabore. Cette démarche serait particulièrement innovante et permettrait de bousculer les représentations réciproques de la participation dans le monde du travail.

3. Communiquer pour élargir

Aujourd'hui nous constatons que la plupart des citoyens n'arrive pas à s'approprier l'action publique et la politique. Pourtant toute personne doit pouvoir donner son avis et débattre sur tout ce qu'engage la collectivité pour le bien commun.

L'enjeu est donc de continuer à proposer des démarches innovantes pour continuer à améliorer les dispositifs de participation à Belleville et de proposer de nouvelles formes de gouvernance. Un document sur le forum Belleville partici-passion sera réalisé par tous les participants des entretiens et des forums. Ce document mettra en avant toutes les structures partenaires du projet et des débats des quatre forums. Ce document de synthèse du forum (4^{ème} et dernière étape) s'inscrira dans une démarche participative avec l'ensemble des 20 partenaires qui sont intervenus pendant les trois jours.

4. Rassembler tous les partenaires sans exception

Dans les instances de débat qui sont mis en place : les partenaires principaux sont souvent absents et le débat n'a pas lieu (ex les bailleurs, les élus....). Si toutes les compétences ne sont pas rassemblées, le débat est vain. Il est nécessaire que de véritables espaces de délibération, accessible à tous ceux qui veulent y prendre une place soit créés : des espaces où les questions peuvent être posées. L'urgence est de comprendre comment s'élabore la réponse. L'urgence est d'être impliqué dans la construction des réponses.

Nous constatons que souvent les acteurs de la vie sociale à Belleville sont perçus par les élus et les services comme des "trublions déstabilisateurs". Pour beaucoup d'entre nous, la participation, c'est le lieu de l'affrontement, du conflit, de la lutte démocratique et ce que nous attendons des élus : c'est qu'ils posent les questions et organisent les lieux d'élaboration des réponses, des lieux accessibles à tous influençant l'action publique.

En revanche nous constatons aussi que le militant associatif qui s'engage en politique est souvent mal vu, considéré comme un traître. Même si l'espace entre la reconnaissance et la récupération par les élus est étroite, nous souhaitons que l'action associative soit reconnue.

5. Se former et former à la participation

Le seul fait de parler ensemble ne suffit pas pour rendre l'homme bon et généreux et faire de la démocratie. C'est un apprentissage qui s'entretient et qui doit être consolidé à chaque étape. Des professionnels formés au processus participatifs doivent accompagner les démarches. L'animateur est un personnage indispensable pour mettre en confiance mais ne pas faire à la place des personnes. La culture de participation s'apprend. Souvent on dit que les habitants ne sont pas dans les mêmes temps que les élus et les services, que les habitants sont dans l'immédiateté. C'est une idée fautive, plusieurs expériences de participation à Belleville se construisent depuis plusieurs années, les gens sont capables de s'inscrire dans la durée.

Cet apprentissage pourrait être favorisée par l'instauration d'un revenu citoyen déconnecté de toute activité marchande. Celui-ci rendra possible une implication d'individu libre dans des actions collectives sans autre objectif que la recherche du bien commun.

Crédit photographique : Oriane Forir.

VIII. Remerciements

. Les initiateurs du forum Belleville partici-passion

Jean-Jacques Piard, Réseau d'échange de savoirs de Belleville-Ménilmontant 11^{ème}

Jérémie Nestel, ancien animateur centre social Elisabeth 20^{ème}

Alain Cosset, membre du bureau de la Bellevilleuse 20^{ème}

Joëlle Morel, présidente du Comité métallos 11^{ème}

Sylvie Angelelli, membre du Comité métallos 11^{ème}

Michèle Husson-Rifflet, membre du comité métallos 11^{ème}

Oriane Forir, photographe

. A l' Adels et au groupe de recherche Picri

François Hannover, directeur de l' Adels

Pauline Bureau, volontaire à l' Adels

Héloïse, chercheuse PICRI

Marion Ben Hammo, chercheuse PICRI

Stéphanie Vermesch chercheuse PICRI

. Aux intervenants lors des ateliers

Yvette Claveranne, co-fondateur Amap 10^{ème}

Muriel Destandau, salariée Expression II 20^{ème}

Khadidja Martel, salariée Expression II 20^{ème}

Mathieu Colloghan, co-fondateur Brassage/ la Rôtisserie 10^{ème}

Marie, présidente crèche parentale Les petits lardons 10^{ème}

Yves Paul Viteaux responsable la régie de quartier Fontaine au roi 11^{ème}

Marthe Annoyer, salariée L'échappée 19^{ème}

Peggy, Bouzzaglou, directrice du centre social Elisabeth 20^{ème}

Chris Begneux, volontaire Jardins partagés 19^{ème}

Judith Heckmann, sociologue des jardins partagés 19^{ème}

Joël Humbert, ancien coordinateur jardins partagés 19^{ème}

Pierre Lecomte, directeur centre social Belle-ville 19^{ème}

Geneviève Gazeau, co-fondatrice des p'tits cafés 11^{ème}

Irène Quesnay, ancienne présidente de la Forge de Belleville 20^{ème}

Catherine Binon, secrétaire du SNAP CGT 20^{ème}

Delphine Terlizzi, co-fondatrice de la Petite rockette 11^{ème}

Paule Lefevbre Krol, présidente du centre social aires 10 10^{ème}

Pierre Mahey, arpenteurs

Marie Lavagne, arpenteurs

Silvia Suchopar, habitante de Brême

. A ceux qui ont participé aux entretiens

Omer Mas capitolin, directeur de la maison du développement solidaire 11^{ème}

Ingrid Holler, salariée maison du développement solidaire 11^{ème}

Agnès Bellart, co-présidence du conseil de quartier Belleville 20^{ème}

Bobo Doukouré, président des locataires du Foyer des muriers 20^{ème}

Malitte Matta, conseil des anciens 11^{ème}

Anne Bonduelle, Aide aux choix de vie 20^{ème}

Xavier Copodano, Le genre urbain 20^{ème}

Jean Pierre Samama, président de la Bellevilleuse
Sergio Tinti, président de l'association sportive de Belleville 19ème
Joao Alvaro, élu à la vie associative 11^{ème} - parti les Verts
Jacques Daguenet, élu 11^{ème} - Parti communiste
Philippe Ducloux, élu à la jeunesse 11^{ème} -parti socialiste

Aux élus qui ont participé au forum

Denis Baupin, candidat à la ville de Paris - les Verts
Hervé Morel, élu au conseil de quartier 11 - les Verts

.Aux structures qui ont mis à disposition leurs locaux

Adels
centre social Elisabeth
centre social Belle-ville
centre social aires 10
IRTS
La maison des métallos

.Ce projet était soutenu financièrement par

la Région Ile-de-France
La politique de la ville / l'équipe locale de Fontaine au roi



L'expérience des jardins partagés, de nouveaux lieux à défricher pour alimenter les instances de participation...